

Propriétaires sous pression

LOGEMENT

L'UNPI revendique une fiscalité plus incitative pour relancer l'activité

JEAN-MARC LERNOULD
jm.lernould@sudouest.fr

L'assemblée générale de l'UNPI (Union nationale des propriétaires privés immobiliers) s'est tenue samedi, au château d'Allot, à Boé, à la veille des élections législatives, alors que ces dernières semaines, l'association ne s'est pas privée d'interpeller les différents candidats, dont à l'époque un certain Emmanuel Macron, pas encore président de la République. Une initiative qui suivait une pétition nationale intitulée « Arrêtez de taxer les propriétaires », qui résume la ligne libérale de l'UNPI.

Son président départemental, Jean Ferrando, rappelle que son association rassemble environ 400 membres, tandis que 64 % des Lot-et-Garonnais sont propriétaires (contre 58 % au niveau national). « Les propriétaires souffrent d'une mauvaise image, alors que ce sont des artisans, des agriculteurs ou des fonctionnaires qui rénovent des logements et créent ainsi une activité locale qu'il faut défendre, estime-t-il. Oui, l'immobilier est créateur



L'UNPI milite pour l'allègement de la pression fiscale sur les propriétaires. PHOTO ARCHIVES THIERRY SUIRE

d'emplois : il fait travailler toute la chaîne de production de logements, les artisans, les entreprises du bâtiment, les architectes, etc. »

« Entrer dans la modernité »

Actuellement, le grand cheval de bataille de l'UNPI est la pression fiscale, jugée trop forte au regard notamment de l'inflation, et l'association appelle à « juguler la taxe foncière ». « Il faut une politique incitative et non punitive, comme la

taxe sur les logements vacants qui nous pénalise », défend le président. « À Agen, il y a un millier de logements vacants, mais le marché se régule automatiquement », poursuit-il.

Et, bien que le Lot-et-Garonnais ne soit pas « pour l'instant » concerné par la politique d'encadrement des loyers, à l'association, on déclare veiller au grain, des fois que la mesure s'étende. . .

L'UNPI parle aussi « d'entrer dans

la modernité », avec des propositions poussant à louer de façon plus souple, « avec des baux non pas de trois, six ou neuf ans, mais plus courts ».

Enfin, Jean Ferrando fait remarquer que « le logement, c'est notre outil de travail, un investissement dont nous attendons un retour ». Et de signaler que 93 % des Français souhaitent devenir propriétaires, et qu'ils attendent un coup de pouce.